PRINCIPAL DE LA RÉFORME DES COLLECTIV

t du marathon au S

incipal de la réforme des collectivités, avec sa mesure phare controversée, la création d orial, a entamé hier au Sénat un parcours parlementaire qui s'annonce long et semé d'embu

ins de deux mois des nales, le choc majorité-op- osition sur la réforme des col- lectivités territoriales a commencé à agiter hier le Sénat.

La gauche PS-PCF qui a annoncé une bataille «pied à pied» contre un texte «confus, tordu et dangereux» a déposé une motion référendaire pour «que les Français soient consultés». La motion sera discutée aujourd'hui, mais n'a aucune chance d'être adoptée.

Aidée du RDSE (à majorité radicaux de gauche), l'opposition devait défendre trois motions de procédures visant notamment à renvoyer le texte en commission pour marquer son rejet du texte.

Le PS a par ailleurs créé un site internet pour défendre les territoires «contre la régression territoriale», tandis que le PCF a mobilisé ses élus pour manifester près du Sénat contre cette «menace sur l'existence même des communes et des départements».

« Tenter de corriger les défauts de la décentralisation ce n'est pas faire son procès », a lancé hier Brice Hortefeux.

Conseiller
ritorial

'est mise en fit sereine nt que t ont de

sur la taxe professionnelle. « Le moment est venu d'agir », a lancé Brice Hortefeux aux sénateurs. « Tenter de corriger les défauts de la décentralisation ce n'est pas faire son procès », a-t-il souligné se défendant de toute volonté de recentralisation.

es collectivités territoriales ent pas se penser comme s pouvoirs et ne sont autre-pouvoirs politiques » a-t-il dit à l'adresse de la gauche.

Il a plaidé pour le conseiller territorial, qui sera amené à remplacer à la fois le conseiller général et le conseiller régional dès 2014.

« Il sera porteur d'une de vision à la fois territori régionale » et « sa com du mode de fonctionn départements et d

permettra (d'en) fav complémentarité », a-t-il p

Le président du groupe UM Gérard Longuet, a jeté la pr dence évoquant « un esprit de dialogue, d'ouverture, d'écoute » pour « nous adapter à des réalités que des collègues de la majorité et de l'opposition nous offrirent comme autant d'opportunités d'améliorer » le texte.

Plus de 600 amendements ont été déposés, dont 120 du PS et 210 du CRC-SPG (communistes et Parti de gauche) sur le texte dont la discussion devrait s'étaler jusqu'au 4 février.

« C'est comme le scotch du capitaine Haddock, vous n'arriverez pas à vous en sortir » car « à la confusion, à l'ambiguïté, au nouveau jacobinisme, au retour de l'étatisme nous préférons des ambitions fortes pour les territoires », a lancé Jean-Pierre Sueur (PS).

Le président du PRG, Jean-Michel Baylet a qualifié d'« extraordinaire confusion institutionnelle » la création du conseiller territorial.

« Derrière ce texte se c des mesures extrêmes vos et beaucoup de m renchéri le président CRC-SPG Nic ézer.

La ma vaisem du m

Phoca PDF